L'association al-Nidâ' al-Gadid

Un nouvel acteur sur la scène politique égyptienne

Sarah Ben Néfissa

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/530>

DOI : 10.4000/ema.530

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 1994

Pagination : 155-166

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Sarah Ben Néfissa, « L'association al-Nidâ' al-Gadid », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 20 | 1994, mis en ligne le 08 juillet 2008, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/530> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.530>

Ce document a été généré automatiquement le 7 juillet 2022.

Tous droits réservés

L'association al-Nidâ' al-Gadid

Un nouvel acteur sur la scène politique égyptienne

Sarah Ben Néfissa

- 1 L'association *al-Nidâ' al-Gadîd*¹, ou *The new civic forum*, est une forme de regroupement social représentative de l'évolution du système politique égyptien du début de la décennie 90. Enregistrée officiellement comme « association à caractère culturel et scientifique », ses activités révèlent en fait bien autre chose. Mais quoi au juste ? Un parti politique occulte ? Un club d'hommes d'affaires ? Un groupe de pression lié à des organismes internationaux ? Une des formes de la « société civile » égyptienne en construction ? Ou, tout simplement, une association du type de celles que les Anglo-Saxons appellent *advocacy societies*, qui ont pour fonction de défendre de grandes causes sociales et humanitaires — droits de l'homme, droits de la femme ou protection de l'environnement ? Pour répondre à cette question et laisser le présent propos hors des polémiques idéologiques propres à ce genre de sujet, nous nous situerons au plus près des informations et matériaux recueillis et tenterons, à partir d'eux, de comprendre la « nature » de l'association *al-Nidâ' al-Gadîd*.
- 2 Juridiquement, *al-Nidâ' al-Gadîd*, créée en août 1991, est enregistrée sous le régime de la loi n° 32-1964. Sa plate-forme interne mentionne les objectifs suivants :
 - organiser des conférences et réunions spécialisées visant à ouvrir aux orientations modernes du libéralisme économique et social ?
 - mener des recherches sur des thèmes économiques et sociaux ?
 - organiser des rencontres internationales pour échanger des expériences en matière scientifique, économique et sociale ?
 - ouvrir des concours dans les domaines culturel et scientifique ? encourager les travaux visant à faire connaître les dernières innovations scientifiques, économiques et sociales, et en publier les résultats ?
 - constituer une bibliothèque scientifique spécialisée à l'usage des chercheurs dans les domaines économique et social...
- 3 Qu'en est-il, dans les faits, de la nature « culturelle et scientifique » des activités de l'association ? Le rapport d'activité de 1993 mentionne des débats sur les thèmes suivants : « La démocratie et l'avenir du développement en Égypte », « La démocratie

libérale », « Le chômage et le passage à une économie d'exportation », « Les pionniers de la pensée libérale ». Il mentionne également deux tables rondes (« Le tourisme et l'avenir du développement en Égypte », « l'investissement en Égypte ») et la participation de l'association au Congrès de l'Internationale libérale de Budapest. Il évoque ensuite les « conférences du mercredi », où sont abordés divers sujets touchant aussi bien le politique que l'économique, puis la publication de 14 brochures (*Messages d'al-Nidâ' al-Gadîd*), le lancement d'un mensuel et le soutien apporté à la création d'une association de défense des consommateurs. L'association a également passé un accord avec l'UNICEF pour mener deux études sur les pratiques discriminatoires envers les femmes, dans le cadre de la préparation de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) qui s'est tenue au Caire en septembre 1994. Le programme de la saison 94/95 mentionne les mêmes activités.

- 4 Il semble pourtant difficile de réduire *al-Nidâ' al-Gadîd* à une association « culturelle » ou « scientifique » au sens strict, ou de la mettre sur le même plan que les associations se réclamant généralement de telles activités. L'ambiguïté de sa définition, déjà perceptible dans l'intitulé de certaines de ses conférences, apparaît encore davantage dans l'idéologie qu'elle affiche et dans les préoccupations et pratiques qui sont les siennes.
- 5 L'ensemble des activités mentionnées dans les rapports de l'association ont en réalité un dénominateur commun rapidement identifiable : il s'agit de la « défense et illustration » de l'idéologie libérale dont la mise en œuvre, aujourd'hui effective en Égypte — notamment sur le plan économique — est supposée résoudre une large part des problèmes qu'affronte le pays. Le message est explicite, tant dans la brochure de présentation de l'association qu'à travers les prises de position du président à *al-Nidâ' al-Gadîd*, Sayyid al-Naggâr.

Une idéologie et un discours politique libéraux

- 6 La brochure de présentation, qui se présente comme une sorte de « manifeste », expose en dix points l'idéologie prônée par l'association, précisant en introduction que celle-ci a été fondée « dans le but de contribuer à la libéralisation intégrale du système économique, politique et social égyptien, de manière à assurer au peuple laborieux son pain quotidien, à réaliser la justice sociale et à ancrer [dans la société égyptienne] les règles d'une démocratie véritable ». Les expressions « peuple laborieux » ou « justice sociale » ne doivent pas faire illusion. Il n'y a là aucune référence « socialiste » ou même « sociale », comme le montre la suite de l'introduction énonçant le « premier principe » de l'association : « l'individu est la source du progrès véritable de la société » ? « la libéralisation est une opération globale : pas de libéralisation économique sans libéralisation politique » ? « la libéralisation sociale est la condition du progrès dans tous les domaines ».
- 7 Si le libéralisme est le système de référence global de l'association, ses aspects économiques semblent l'emporter dans la hiérarchie de ses préoccupations. Sur les dix principes de son « manifeste libéral », les sept premiers concernent la vie économique. Les titres des paragraphes sont révélateurs : « La libéralisation économique », « La transition du secteur public au secteur privé », « La transition de la planification centralisée aux lois du marché », « Le rôle de l'État dans une économie libérale », « L'économie de marché et la justice sociale », « La libéralisation du secteur industriel », « La libéralisation du secteur agricole ». Il est vrai que l'association, fondée par Mona Makram Ebeid², ex-député et ex-membre du Parti *Wafd*, Usâma Ghazâlî Harb,

directeur de la revue *Politique internationale* et Ahmad Yûsuf al-Gindî, homme d'affaires aujourd'hui décédé, est présidée par Sayyid al-Naggâr, figure éminente de l'intelligentsia égyptienne et, surtout, économiste égyptien connu de longue date pour ses convictions libérales.

- 8 Docteur en sciences économiques formé à Londres, Sayyid al-Naggâr a été professeur d'économie à l'université du Caire de 1951 à 1965 et a suivi, depuis, une trajectoire emblématique : ayant quitté l'Égypte en pleine période nassérienne pour occuper le poste de directeur des études économiques aux Nations Unies (1965-1975), il est ensuite directeur exécutif de la Banque mondiale (1976-1984). Devenu consultant en 1984, il fait autorité en économie comme en politique. Régulièrement publié dans le quotidien libéral *al-Wafd*, Sayyid al-Naggâr s'exprime avec une grande liberté de ton et un sens acéré de la critique sur des sujets aussi variés que la crise de la gauche, l'économie de la paix, l'islam, les droits de l'homme, la paix au Proche-Orient... Ce sont toutefois ses options économiques qui ont fait sa réputation. Le « credo libéral » d'*al-Nidâ' al-Gadîd* a été manifestement rédigé par son président, qui a également publié la première brochure de l'association sous le titre : « Le libéralisme véritable et l'avenir du développement en Égypte ». Les orientations actuelles du régime égyptien, y explique-t-il, ne sont pas véritablement libérales et le système économique du pays demeure influencé par la *shumûliyya*³ de la période nassérienne. Sayyid al-Naggâr plaide pour une économie de marché, la réduction du rôle de l'État et le démantèlement du secteur public, ainsi que pour le libéralisme politique, la démocratie à l'occidentale, le respect des libertés individuelles, le pluralisme intellectuel, la laïcité, une vision éclairée de l'islam axée sur le rationalisme, l'égalité des sexes et l'amélioration du statut de la femme, etc.
- 9 Les documents internes d'*al-Nidâ' al-Gadîd* ne rendent compte que de façon partielle de ses activités. Deux préoccupations constantes de l'association méritent d'être soulignées : sa volonté de prendre position dans les grands débats qui animent la société égyptienne et de transformer l'ordre des choses.
- 10 Pour *al-Nidâ' al-Gadîd*, tous les thèmes importants peuvent être prétexte à la défense du libéralisme. Ainsi l'association a-t-elle consacré plusieurs brochures aux problèmes suivants : « La démocratisation dans l'Égypte contemporaine »⁴, « La femme égyptienne dans un monde en évolution » (M. Dhû al-Fiqâr), « Vers une stratégie arabe de paix » (S. al-Naggâr), « Les courants de pensée en Égypte au xx^e siècle », « La défense du consommateur dans une économie de marché », « Les pionniers de la pensée éclairée » (S. Lutfi), « Le courant islamiste en Égypte » (H. A. Amîn). « Le développement de l'administration et l'administration du développement » ('A. H. Farag), « Le Gatt et l'ordre commercial international » (S. al-Naggâr), « L'islam, la pensée éclairée et l'avenir », etc. Ces brochures sont rédigées par les membres de l'association ou par des personnalités extérieures, spécialistes de la question traitée. Ainsi l'association, à travers les intellectuels qu'elle rassemble autour d'elle, a-t-elle un rayonnement plus étendu que ce que laisse supposer le nombre de ses adhérents⁵.
- 11 L'édition d'une « lettre » hebdomadaire permet en outre aux dirigeants de l'association de donner leur avis sur les problèmes de l'heure. Ainsi l'association a-t-elle été partie prenante de la commission de préparation de la Conférence internationale sur la population et le développement, formée de 400 ONG. Elle a également critiqué, sous la plume de Sayyid 'Abd al-Qâdir (Lettre n° 4), les positions frileuses vis-à-vis de l'introduction en Égypte des antennes paraboliques qui, selon certains, seraient un

facteur d'« agression culturelle ». Il ne s'agit pas, selon l'auteur, d'interdire ou de permettre aux téléspectateurs de regarder des chaînes étrangères, mais de faire en sorte que les chaînes arabes leur présentent des émissions de qualité, ce qui suppose de lever les freins qui s'opposent à l'innovation et à la liberté de pensée.

- 12 L'ensemble de ces publications est diffusé gratuitement auprès de diverses personnalités de l'intelligentsia égyptienne et de la scène politique. L'association organise également des réunions spécifiques en direction de secteurs particuliers. En 1993, elle s'est adressée à plusieurs reprises à des spécialistes de l'économie et des sciences politiques (journalistes, universitaires). Pour la saison 1994/95, elle prévoit de réunir des professeurs de droit constitutionnel et des professeurs d'histoire contemporaine.
- 13 Mais c'est surtout à travers les écrits de Sayyid al-Naggâr dans la presse que se manifestent les positions de l'association et son influence dans la vie politique égyptienne. Invité, en tant que personnalité indépendante, aux travaux préparatoires à la Conférence du dialogue national réunie à l'initiative du président Moubarak⁶, S. al-Naggâr, à l'instar du Parti *Wafd*, s'en est retiré avec éclat. *Al-Wafd* du 20/6/94 publie la lettre qu'il a adressée à cette occasion au chef de l'État. Le problème de l'heure en Égypte, rappelle-t-il, est celui d'un interventionnisme étatique excessif. Il faut, selon lui, le résoudre par l'adoption d'une nouvelle constitution. La commission préparatoire à la conférence n'ayant inscrit à son ordre du jour que des questions « superficielles », selon S. al-Naggâr, il y estime sa présence superflue.
- 14 La dimension ouvertement politique de *d'al-Nidâ' al-Gadîd* apparaît ici clairement, sans qu'il soit possible pour autant de l'assimiler à un parti. Ses activités témoignent, certes, d'une volonté d'action « politique » qui cherche précisément à se différencier de celle d'un parti classique. L'envoi des publications de l'association aux responsables politiques, les réunions restreintes avec des secteurs particuliers de l'élite égyptienne, la volonté de rassembler les catégories les plus variées de cette élite s'apparentent en fait aux pratiques d'un groupe de pression, d'autant que ses adhérents se définissent moins par leurs appartenances ou opinions politiques, à quelques exceptions près⁷, que par leurs positions dans des secteurs-clés de la société égyptienne d'aujourd'hui.
- 15 Interrogé sur les caractéristiques des adhérents, le secrétaire général de l'association affirme⁸ la volonté des fondateurs de faire de l'association un creuset où se retrouveraient, autour de l'idée libérale, des citoyens égyptiens d'horizons les plus divers. Cependant le recrutement est délibérément « élitiste » ? les membres de l'association occupent généralement, dans leur secteur, une position éminente, le rayonnement de l'association étant moins lié à leur nombre qu'à leur statut social.
- 16 D'un point de vue socio-économique, les membres de l'association peuvent être répartis de la manière suivante : 87 membres appartiennent au secteur privé (entrepreneurs ou hommes d'affaires, dirigeants d'importantes sociétés ou banques égyptiennes ou étrangères) ? 61 appartiennent au monde scientifique ou universitaire ? 39 exercent des professions libérales ? 17 sont hauts fonctionnaires ? 15 sont Journalistes ? 15 sont étudiants ? 10 appartiennent ou ont appartenu au corps diplomatique ? 7 sont des fonctionnaires internationaux ? 2 sont membres de l'Assemblée du Peuple.
- 17 Les deux catégories socio-économiques dominantes sont donc le secteur privé, notamment bancaire, et le milieu universitaire et scientifique⁹. Un tel rapprochement

est révélateur des mutations socio-économiques et idéologiques de la société égyptienne après vingt ans d'ouverture économique.

Enjeux de l'émergence d'*al-Nidâ' al-Gadîd*

- 18 Les éléments descriptifs présentés dans ce qui précède montrent la complexité à *al-Nidâ' al-Gadîd* et la difficulté de classer cette association dans une catégorie déterminée de la mouvance associative égyptienne. Si, selon la nomenclature officielle, elle appartient aux associations « culturelles et scientifiques », elle relèverait plutôt, selon notre propre nomenclature¹⁰, des associations défendant de grandes causes sociales ou humanitaires. On ne peut cependant la réduire à cette dernière catégorie car elle tient à la fois de l'association et d'autres types d'organisations recensés par les politologues, comme les partis politiques et les groupes de pression.
- 19 Cette difficulté de classification incite à rechercher les enjeux de l'émergence de cette forme de regroupement dans le cadre des mutations récentes de l'ordre politique et social égyptien. L'apparition d'*al-Nidâ' al-Gadîd* peut renvoyer à trois hypothèses non exclusives l'une de l'autre : les limites du processus de démocratisation et les dysfonctionnements des règles du jeu politique depuis les dernières élections nationales ? L'échec du *Wafd* et du Parti national démocratique à représenter toutes les facettes du courant libéral égyptien ? enfin, une certaine mutation du jeu politique interne sous l'effet des pressions internationales, dans le cadre de la politique d'ajustement structurel.
« Il n'y a plus de place pour un nouveau parti politique »
- 20 Interrogé sur les raisons pour lesquelles *al-Nidâ' al-Gadîd* s'est constitué en association et non en parti politique, le secrétaire général répond qu'il n'y a plus de place, aujourd'hui en Égypte, pour un nouveau parti politique et qu'il y en a déjà suffisamment¹¹. Cette réponse trace les limites actuelles des règles du jeu politique en Égypte, notamment depuis les dernières élections. Non seulement aucune alternance ne peut être attendue du processus électoral, mais les voix de l'opposition — quelles qu'elles soient — ne sont plus entendues au sein de l'Assemblée du Peuple, du fait de l'abstention des principaux partis d'opposition aux dernières législatives. L'efficacité politique ne passe plus par les canaux prévus officiellement à cet effet, à savoir les partis et la consultation électorale. L'utilisation du canal associatif comme voie d'expression politique est une donnée qui n'est pas nouvelle en Égypte, mais elle semblait jusqu'à présent caractériser le courant islamiste et les nassériens, c'est-à-dire — avant que le parti nassérien ne soit autorisé — les exclus de la scène politique « formelle »¹². La création de *al-Nidâ' al-Gadîd* montre qu'il s'agit d'une donnée qui peut caractériser également le courant libéral alors même que celui-ci dispose déjà d'un parti, le *Wafd*, si ce n'est de plusieurs¹³, et qu'il existe un pouvoir politique qui prétend appliquer les principes du libéralisme. Ce constat montrerait, d'une part, l'existence d'un certain consensus autour de l'idée libérale, notamment au sein de l'élite égyptienne, et, d'autre part, l'échec partiel du *Wafd* et du PND à représenter ce consensus ou à mobiliser les tenants du libéralisme.
- 21 Pour le *Wafd*, un tel échec est à relier à des initiatives qui ont nui à son image de « dépositaire » du libéralisme en Égypte — en particulier son alliance avec les Frères musulmans en 1984, qui a provoqué de sérieux remous en son sein et le départ de nombreuses personnalités. Quant au PND, son échec peut s'expliquer par son origine nassérienne toujours revendiquée, par l'usure du pouvoir, par les limites de ses

réformes politiques et économiques et enfin par l'imbrication de ses structures avec celles de l'appareil politico-administratif.

- 22 L'association *al-Nidâ' al-Gadîd*, du fait de sa jeunesse en tant que structure, de la jeunesse de ses animateurs¹⁴, de la personnalité de son leader — qui n'a pas été mêlé étroitement au jeu politique —, pourrait canaliser autour d'elle toute une partie du courant libéral insatisfait des structures existantes, d'autant qu'elle a adopté une forme juridique « dans l'air du temps » : celle d'une organisation non gouvernementale. En effet, malgré la nature politique de ses activités et ses liens avec une partie de l'élite politico-économique du pays, c'est sous le label d'« ONG » que se présente *al-Nidâ' al-Gadîd*, label qui fait partie de son discours de légitimation. En outre, elle a fait de la réforme de la loi sur les associations une de ses principales revendications, exposées lors de la Conférence sur la population et le développement. La participation égyptienne au Forum des ONG, en marge de la CIPD, a révélé les enjeux et les mutations propres à la scène politique égyptienne interne.

Pressions internationales et mutations du jeu politique interne

- 23 L'association *al-Nidâ' al-Gadîd* et l'espace de liberté dont elle jouit peuvent également exprimer la montée en puissance d'un nouvel acteur « politique » en Égypte, le monde des ONG, et ce sous la pression conjuguée des organismes internationaux et d'une partie de l'élite intellectuelle et politique égyptienne. *Al-Nidâ' al-Gadîd* apparaît à la fois comme un précurseur et un acteur de ces changements. L'intérêt des organismes internationaux pour les ONG égyptiennes n'est pas nouveau, mais il a pris un relief différent ces dernières années en raison de la politique d'ajustement structurel en cours et, notamment, de la création du Fonds social pour le développement, chargé de réduire les effets sociaux négatifs de cette politique. Placé sous la responsabilité du premier ministre, le Fonds, qui dispose de 613,10 millions de dollars¹⁵, a pour objectif la réalisation de six programmes avec l'aide d'associations ou d'ONG. Il s'agit, disent les responsables du Fonds, « de transformer les associations en entités puissantes susceptibles de coopérer avec le gouvernement pour œuvrer au développement¹⁶. »
- 24 Les pouvoirs publics égyptiens ont donc été sollicités par les instances financières pour libérer la vie associative égyptienne du carcan bureaucratique auquel elle est soumise depuis la période nassérienne et qui la place, selon la loi promulguée à cette époque, sous le contrôle étroit des fonctionnaires du Ministère des Affaires sociales¹⁷. Les enjeux d'une telle réforme sont multiples : financiers mais aussi politiques et institutionnels. Les enjeux institutionnels sont liés à la concurrence entre les différents ministères et services administratifs et à la résistance des fonctionnaires des Affaires sociales, qui voient leur échapper une de leurs principales « chasses gardées ». Quant aux enjeux politiques, ils concernent principalement la puissance et l'efficacité, sur le terrain, des associations religieuses islamiques¹⁸ qui sont, de loin, les plus importantes en nombre et en poids social. Réformer, dans un sens libéral, la législation sur les associations ne risque-t-il pas d'élargir encore la marge de manœuvre de ces dernières ? Ils concernent également la question du rôle de l'État, de sa souveraineté et des modalités de son emprise sur la société.
- 25 L'ensemble de ces facteurs explique la lenteur du processus de réforme de la loi sur les associations et la pression croissante, dans cette direction, des bailleurs de fonds internationaux et des élites libérales et laïcistes, qui revendiquent depuis des années une réforme de la vie associative. L'opposition non islamiste réclame elle aussi une réforme de la loi, estimant que celle-ci — ou, du moins, la manière dont elle est

appliquée par les fonctionnaires du Ministère des Affaires sociales — favorise les associations caritatives, notamment les associations islamiques, au détriment d'autres types d'associations¹⁹ ayant des préoccupations plus générales²⁰.

- 26 « Le ministère des Affaires sociales s'appuie sur cette loi », déclare un journaliste de l'hebdomadaire de gauche *al-Ahâlî*²¹, pour refuser toute évolution de l'activité des citoyens. (...) Or, une association qui se donne comme objectif de combattre l'inflation (...) évoquera forcément la politique de développement. (...) De même, une association qui veut protéger l'environnement abordera nécessairement la politique d'aménagement urbain, etc.'

Notre regroupement, déclare Samîr al-'Ich, s'appelle « Association pour l'économie de marché ». J'ai eu la surprise d'entendre un fonctionnaire des Affaires sociales me demander ce que signifiait « économie de marché » ! J'ai dû en expliquer le sens à une quinzaine de ses homologues, car ces termes ne figurent pas dans leurs textes !

22

- 27 En fait, la gauche et les libéraux s'accordent pour estimer que la loi sur les associations entrave l'édification d'une société civile à même d'oeuvrer à la démocratisation de la société égyptienne. Selon Amîr Sâlim, « accorder aux citoyens le droit de constituer des associations civiles travaillant dans le domaine social et humanitaire est une base fondamentale pour faire naître une société respectueuse de la démocratie... »²³
- 28 C'est à ce contexte²⁴ qu'il faut se référer pour évoquer la création, en juillet 1993, de la « Commission égyptienne des ONG » devant préparer la CIPD et participer au Forum des ONG parallèle à la Conférence. Notons que la Commission s'est réunie sous le patronage du ministre de la Population et de la Famille, et non sous celui du ministre des Affaires sociales, elle a su rassembler près de 400 associations sans faire appel aux structures administratives existantes (Unions d'associations par domaines d'activités et par zones géographiques) et a publié une brochure d'une soixantaine de pages²⁵ ayant pour objectif d'« exprimer la position des associations égyptiennes sur les grands thèmes abordés lors de la Conférence, sur la politique gouvernementale égyptienne en matière de population et de développement et sur le rôle présent et futur des associations égyptiennes dans ces divers domaines. »²⁶
- 29 La brochure exprime une vision relativement moderniste des problèmes soulevés par la Conférence²⁷, même si, sur certaines questions délicates, elle ne s'éloigne guère des positions officielles (celles de l'État, de l'institution sunnite d'al-Azhar et de l'Eglise copte). L'on trouve, dans le chapitre consacré au rôle de la femme, des revendications relatives à l'égalité des sexes en matière d'enseignement, de travail, d'obtention de prêts, etc. ? il y est également question d'une réforme du contrat de mariage visant à instaurer une plus grande égalité entre les époux. Le document des ONG considère en outre le respect des droits de l'homme et la démocratie comme les bases essentielles de la stabilité économique et du passage harmonieux d'une économie dirigiste à une économie libre, et estime que les acquis obtenus en Égypte (liberté de la presse, multipartisme) ne sont que les premières étapes d'un long processus²⁸.
- 30 En fait, bien que dominé par l'idéologie libérale, le texte semble être un compromis entre les principales tendances politiques égyptiennes (pouvoir et opposition) à l'exception de la tendance islamiste qui est pourtant la plus présente dans le tissu associatif égyptien.
- 31 L'originalité du document réside enfin dans ses recommandations finales. Il y est demandé à plusieurs reprises une réforme de la loi égyptienne sur les associations, une

plus grande coordination entre elles et, plus généralement, un renforcement des institutions de la « société civile ».

- 32 La création de la Commission de préparation de la CIPD, la procédure suivie pour émettre la brochure, l'idéologie sous-jacente à ce texte (droits de l'homme, démocratie, droits des femmes, etc.) ainsi que le « prétexte » qui a servi à son élaboration (préparer la CIPD), nous semblent pour finir constituer des éléments représentatifs du débat en cours en Égypte depuis quelques années sur la question associative et, surtout, de la mutation du jeu politique interne, du processus de la décision politique et peut-être également... d'une nouvelle redistribution des cartes sur l'échiquier politique égyptien.
- 33 D'une certaine manière, *al-Nidâ' al-Gadîd* apparaît comme un précurseur de ces changements. Son financement partiel par le PNUD, la présence, parmi ses membres, de représentants du Fonds social pour le développement, du PNUD, de la Ligue arabe et de l'USAID traduisent ces mutations et le poids croissant des organismes financiers internationaux dans la vie associative égyptienne. On peut toutefois se demander si ces « ONG d'un nouveau type », quand bien même elles répondraient à une demande sociale ou politique interne, parviendront à concurrencer les associations caritatives, religieuses ou non, présentes sur le terrain depuis des décennies.

NOTES

1. Litt. : « Le nouvel appel ».
2. Elle s'est récemment retirée de l'association.
3. Litt. : « globalisme » ? signifie en fait l'interventionnisme abusif de l'État.
4. Trois brochures ont été consacrées à ce sujet.
5. L'association compte aujourd'hui 266 membres inscrits mais, selon son secrétaire général, réunit en fait autour d'elle près de 400 personnes.
6. Voir, dans ce même numéro, l'article de Wahîd 'Abd al-Magîd.
7. L'association compte principalement en son sein des membres du PND (Parti national démocrate au pouvoir) et du Parti *Wafd*.
8. Dans une interview que nous avons menée en août 1994
9. Dans le secteur bancaire, on note la présence du directeur régional de la City Bank, du directeur du conseil d'administration de la Banque Honk-Kong, du président du conseil d'administration de la Banque Ahlî et des représentants de la Banque Centrale, de la Banque Misr-Iran, de la Banque Misr International, de la CIC, etc. Les grandes sociétés privées égyptiennes et étrangères sont également représentées : Americana. Orascom, Tramco, Shell, Atlantic, PAGC, Fiat, Pan Trade, BV, etc. L'on y trouve aussi le président de l'Association des hommes d'affaires égyptiens, le directeur général de l'Association des hommes d'affaires franco-égyptiens et le directeur de la Chambre de commerce américaine. Le milieu universitaire est composé principalement d'économistes renommés de tendance libérale et de quelques politologues. Les économistes sont chercheurs et enseignants ou appartiennent aux unités de prévision des institutions financières. *Al-Nidâ' al-Gadîd* compte également parmi ses membres le

vice-président de la Commission des droits civils et politiques de l'ONU, la directrice de l'administration du Fonds social pour le développement, le directeur des programmes des Nations Unies, un directeur des conférences à la Ligue Arabe, l'assistant directeur de l'USAID, etc. Dans le secteur politico-administratif, l'association compte un ancien gouverneur, deux anciens ministres, deux secrétaires généraux de ministères et deux conseillers de ministres toujours en poste. Dans le monde du journalisme, l'association accueille des journalistes *al-Ahrâm*, *d'al-Akhbâr*, *d'Akhbâr al-Yawm*, une présentatrice de télévision, etc.

10. Voir « Cartographie des associations égyptiennes » dans l'ouvrage à paraître (éd. Fondation d'*al-Ahrâm*) sur le *Secteur associatif égyptien*, de Sarah Ben Néfissa et Amani Qandil.

11. *Op. cit.* note (8). Lire également à ce propos ? « Libéralisme et libéraux ? un parti en voie de constitution », de A. A. Darwish, in *al-Ahrâm al-Iqtisâdi* des 22 et 29/3/93.

12. Lire à ce propos l'interview du ministre des *Waqf* (Biens religieux) dans l'hebdomadaire *al-Musawwar* du 23/9/94. Le débat portait sur le contrôle de ce ministère sur les mosquées tenues par les islamistes et sur les rapports de ce même ministère avec la *gam'iyya shar'iyya* en tant qu'association contrôlée par les Frères musulmans.

13. Le Parti national démocrate, le Parti libéral.

14. En tant que structure nouvelle, *al-Nidâ' al-Gadid* joue également un rôle dans le renouvellement et le rajeunissement des cadres politiques.

15. Social Fund for Development Missions and Objectifs, 1994.

16. *Al-Ahrâm*, 19/9/94.

17. Voir notre article : « L'État égyptien et le monde associatif à travers les textes juridiques », *Égypte/Monde arabe* n°8, CEDEJ, Le Caire, 1991.

18. Voir « Cartographie... », *op. cit.*

19. Rappelons à ce propos les polémiques sur la dissolution de l'Association de solidarité de la femme arabe, fondée par la féministe Nawâl Sa'dâwi, et sur le refus d'enregistrement de l'Organisation égyptienne des droits de l'homme, On peut également évoquer les difficultés administratives auxquelles se heurte l'Association des habitants de Giza, dont le conseil d'administration est composé d'une majorité de nassériens et de sympathisants de la gauche.

20. Lire à ce propos l'ouvrage de l'avocat Amir Sâlim, *Défense du droit de s'associer*, Centre d'études et d'informations juridiques sur les droits de l'homme, Le Caire, 1991.

21. Le journaliste se réfère précisément à l'article de la loi qui interdit aux associations de mener des activités politiques ou syndicales.

22. *Al-Gumhuriyya*, 1/9/94.

23. Amîr Sâlim, *op. cit.*

24. La critique des milieux intellectuels égyptiens sur la politique des pouvoirs publics envers la vie associative n'est pas infondée : la proportion des associations égyptiennes qui cherchent à défendre des causes comme, par exemple, les droits de la femme ou la protection des espaces verts est infime, comparée aux associations religieuses ou caritatives. Pratiquement inexistantes dans les années 60, leur nombre a légèrement augmenté dans des années 70 et 80. avec, notamment, l'émergence d'associations qui se préoccupent de l'environnement. L'on peut toutefois se demander si le peu de poids de ce type d'association provient de la résistance des pouvoirs publics, de la faible demande des citoyens à l'égard de telles associations ou du manque de succès de celles-ci auprès d'une population préoccupée par des problèmes de survie immédiate. La

question du financement de ces associations se pose également. Les donateurs égyptiens soutiennent plus volontiers les organisations qui rendent des services sociaux aux populations défavorisées que celles dont l'activité n'est pas concrètement visible ou quantifiable, aussi la viabilité de ce genre d'associations nécessite-t-elle un soutien financier international. L'exemple des associations écologistes est, à ce titre, probant. Leur nombre a augmenté de manière sensible après la tenue de la Conférence internationale de Rio sur l'environnement en 1992. On peut espérer le même résultat pour les associations concernant la famille, la femme et l'enfance après la tenue de la CIPD au Caire et de la conférence qui aura lieu à Pékin.

25. « Document des associations égyptiennes représentées à la Conférence internationale de la population et du développement », présenté par la Commission nationale des ONG au nom de 450 associations réparties sur plusieurs gouvernorats.

26. Cf. Introduction au « Document des associations... », *op. cit.*

27. Intitulés des six premiers chapitres : population et croissance ? population et développement ? renforcement du rôle de la femme dans la société ? santé et procréation ? culture familiale ? politique démographique et émigration ?

28. « Document des associations... », *op. cit.*, p.12.

INDEX

Mots-clés : associations, débats, partis politiques, vie politique, ONG

AUTEUR

SARAH BEN NÉFISSA

CEDEJ-ORSTOM